



LE RUBICON

UKRAINE LE CHOC DE LA GUERRE

ÉQUATEURS

LE RUBICON

**Collection dirigée par Julian Fernandez, Jean-Baptiste
Jeangène Vilmer et Justin Massie,
codirecteurs de la plateforme [LeRubicon.org](https://www.lerubicon.org)**

Le Rubicon ([LeRubicon.org](https://www.lerubicon.org)) est une plateforme francophone d'analyse des questions internationales, principalement de sécurité et de défense, mais aussi de politique étrangère. Elle applique les standards de l'édition scientifique – les articles publiés sont tous anonymement évalués par les pairs – tout en valorisant la diversité des expériences : les auteurs sont aussi bien des universitaires que des praticiens du milieu de la défense, de la sécurité nationale et des affaires étrangères. Lancé en décembre 2021, Le Rubicon est une initiative internationale, portée par le Réseau d'analyse stratégique (RAS) canadien, l'Institut de recherche stratégique de l'École militaire (IRSEM) et le Centre Thucydide de l'Université Paris Panthéon-Assas.

Le Rubicon c'est désormais aussi une collection de petits livres destinés au grand public, rassemblant une sélection d'articles de [LeRubicon.org](https://www.lerubicon.org), révisés pour l'occasion et augmentés d'infographies. Ils permettront d'aborder clairement et précisément les nouvelles questions brûlantes liées à l'actualité internationale.

Contact : info@lerubicon.org

UKRAINE : LE CHOC DE LA GUERRE

LE RUBICON

**UKRAINE : LE CHOC
DE LA GUERRE**

ÉQUATEURS

ISBN: 978-2-3828-4382-6.

Dépôt légal: avril 2022.

© Éditions des Équateurs / Humensis, 2022.
170 *bis*, boulevard du Montparnasse, 75014 Paris.

contact@editionsdesequateurs.fr
www.editionsdesequateurs.fr

SOMMAIRE

Introduction. Un nouveau monde ?	11
1. Un désir de grande Russie ? Réflexions sur la grande stratégie russe (Céline Marangé)	15
2. La Russie rate sa sortie (Frédéric Mérand)	41
3. Les réactions africaines à la guerre en Ukraine : les gouvernements contre les opinions publiques ? (Sonia Le Gouriellec)	51
4. La Russie en Ukraine : un cas d'école de l'instrumentalisation du droit international (Jean-Emmanuel Perrin)	65
5. Agression de l'Ukraine et exil de guerre : l'Europe, toute l'Europe, rien que l'Europe ? (Julian Fernandez, Thibaut Fleury Graff et Alexis Marie)	77
6. Quelle justice internationale pour l'Ukraine ? (Frédéric Mégret)	95
7. La Russie peut-elle se déconnecter d'Internet ? (Kevin Limonier)	111
8. Une guerre majeure toujours possible et moins improbable (Jean-Baptiste Jeangène Vilmer)	125

INTRODUCTION

UN NOUVEAU MONDE ?

JULIAN FERNANDEZ, JEAN-BAPTISTE
JEANGÈNE VILMER et JUSTIN MASSIE

Franchira-t-il le Rubicon ? La question est sur toutes les lèvres, alors que la Russie poursuit son invasion de l'Ukraine : le président Vladimir Poutine osera-t-il recourir à des armes de destruction massive ? Armes dont l'utilisation est taboue et les répercussions majeures, le seul fait que la « communauté internationale » s'interroge sur l'éventualité de leur recours tend à indiquer l'entrée dans une nouvelle ère des relations internationales. Il ne fait ainsi aucun doute que le 24 février 2022 – date à laquelle Vladimir Poutine s'est engagé sur la voie de la guerre totale contre l'Ukraine – cristallise l'avènement d'un ordre stratégique inédit. Quelles en sont les grandes caractéristiques ? Il est encore trop tôt pour en percevoir tous les contours mais ce *nouveau monde* apparaît notamment marqué par le resserrement de l'« alliance des démocraties ».

Les régimes libéraux ont condamné avec force l'agression russe, lui ont imposé de lourdes sanctions économiques et ont offert un soutien humanitaire et militaire d'envergure à l'Ukraine. Si bien d'ailleurs que certains rêvent même d'une victoire ukrainienne contre son envahisseur plus puissant. Les alliés promettent des hausses de dépenses militaires dignes de la guerre froide, envisagent le déploiement de troupes permanentes aux frontières de la Russie et ouvrent la porte à un élargissement de l'OTAN à

commencer par la Suède et la Finlande. Certes, des divisions internes demeurent, notamment sur l'idée d'imposer un embargo sur les hydrocarbures russes. Il n'empêche que les démocraties libérales ont manifesté une unité exemplaire et une coordination sans précédent. Ce multilatéralisme forgé dans l'adversité semble avoir conscience du renouvellement de certaines menaces mais aussi de toutes les potentialités qui sont les siennes. Et si l'Alliance atlantique était à l'état de mort cérébrale, elle est désormais ressuscitée et plus revigorée que jamais.

La guerre a également placé la Chine dans une position délicate : si elle soutient la Russie dans sa communication publique, d'abord et avant tout parce qu'elles partagent l'objectif d'affaiblir les démocraties libérales, elle ne semble pas prête à lui apporter le soutien militaire que le Kremlin lui réclame. Pragmatique, Pékin pourrait même estimer qu'il est dans son intérêt d'attendre pour mieux « racheter » plus tard à bas coût une Russie affaiblie par la guerre et les sanctions. En attendant, la Chine est davantage dans le refus de condamner que dans le soutien explicite à une agression armée, comme en témoigne le fait qu'elle s'est abstenue lors du vote de la résolution de l'Assemblée générale des Nations Unies du 2 mars 2022 exigeant « que la Russie cesse immédiatement de recourir à la force contre l'Ukraine », comme 34 autres États dont l'Inde et le Pakistan, alors que seuls cinq États (Russie, Biélorussie, Corée du Nord, Érythrée et Syrie) ont voté contre. Derrière l'écrasante majorité (141 États) de la condamnation de l'agression russe, il y a toutefois des nuances. Nombre d'entre eux ont en réalité une position plus ambivalente, souvent parce qu'ils partagent avec la Russie et la Chine un « anti-occidentalisme » qui dans certains pays est une rente politique.

La vraie ligne de fracture est entre ceux qui non seulement condamnent mais aussi agissent, c'est-à-dire sanctionnent Moscou, et les autres. Ceux-là sont les pays

européens et nord-américains, ainsi que l’Australie, la Nouvelle-Zélande, le Japon, la Corée du Sud, Taïwan et Singapour. À l’exception de Singapour, ce ne sont donc que des démocraties libérales et c’est là, précisément, que se situe la polarisation. Le peu de contestation de l’agression russe à l’extérieur du monde occidental souligne toute la fragilité d’une norme faisant pourtant consensus, à savoir l’intégrité territoriale des États. Si «l’Occident» est en position de force sur le plan moral, a indéniablement le droit international de son côté, il faut reconnaître qu’il n’est pas majoritaire sur la scène internationale.

Peu importe le scénario de fin de la guerre, cette fracture du système international – que l’on pouvait déjà percevoir dans la montée de l’autoritarisme et la crise du multilatéralisme ces quinze dernières années – s’aggraverait. Une défaite militaire de la Russie, ou du moins une révision à la baisse de ses objectifs initiaux (qui étaient, il faut le rappeler, de prendre le contrôle du pays en trois jours, et de ce point de vue Moscou a déjà échoué), qui la conduirait à des concessions importantes dans ses négociations avec l’Ukraine, laisserait présager une menace persistante, sous la forme d’une Russie humiliée et revancharde, telle que l’Allemagne de l’entre-deux-guerres. Dans ce scénario, il est probable que la Russie se rapproche encore davantage des BRICS afin de reconstruire son économie et fourbir ses armes. Une victoire militaire de la Russie, quant à elle, durcirait la posture antirusse de l’OTAN et de ses partenaires en Asie (Japon, Australie, Singapour, Corée du Sud, Taïwan). Cette orientation alimenterait tout autant les craintes de la montée en puissance d’un bloc sino-russe, avec Taïwan en ligne de mire.

C’est donc une véritable onde de choc que génère l’invasion de l’Ukraine, quand bien même on n’en mesure pas encore pleinement la magnitude. Dans une telle situation, le mieux qui puisse être fait est de bien anticiper les défis qui se profilent et se préparer à y répondre. Espérer le meilleur.

leur, prévoir le pire. Dans l'immédiat, il faut se prémunir contre un élargissement de la guerre au-delà des frontières de l'Ukraine. Pour ce faire, les enseignements de la théorie de la négociation de la guerre sont limpides : il est nécessaire de signaler avec clarté et force les lignes rouges auxquelles l'adversaire s'expose, s'il les viole, à des coûts prohibitifs. En clair, il convient de cesser les postures d'ambiguïté stratégique sur la réponse éventuelle à d'autres agressions, de la Finlande à la Moldavie, en passant par Taïwan. Il est impératif de dissuader la Russie – tout autant que la Chine – de franchir le Rubicon.

Cet ouvrage, le premier d'une nouvelle collection, est constitué d'une sélection de contributions publiées sur la plateforme d'analyse *Le Rubicon* (LeRubicon.org) – et révisées pour l'occasion. Il entend permettre à chacun de mieux comprendre les enjeux de la guerre en Ukraine et, au-delà, de ce nouveau monde en formation. Il donne la parole à des experts renommés, observateurs avisés des opérations en cours et des premières leçons à en tirer. L'ensemble se veut accessible au plus grand nombre, ouvert à la *disputatio* et éclairé par différentes infographies.

En vous souhaitant une bonne lecture,

Julian Fernandez, Jean-Baptiste Jeangène Vilmer et Justin Massie sont les codirecteurs du *Rubicon*.

UN DÉSIR DE GRANDE RUSSIE ? RÉFLEXIONS SUR LA GRANDE STRATÉGIE RUSSE

CÉLINE MARANGÉ

Article publié le 10 février 2022 dans *Le Rubicon*¹, légèrement amendé et augmenté d'un épilogue le 24 mars, soit un mois après le début de l'invasion de l'Ukraine par l'armée russe.

En décembre 2021, au trentième anniversaire de la dissolution de l'Union soviétique, les dirigeants russes ont présenté à l'OTAN et aux États-Unis des demandes visant à trouver de nouveaux arrangements concernant l'architecture de sécurité en Europe. Au même moment et pour la deuxième fois consécutive en l'espace de quelques mois, l'armée russe a massé plusieurs dizaines de milliers d'hommes – 13 groupements tactiques – et des armes lourdes près des frontières de l'Ukraine, en Russie, mais aussi en Biélorussie et en Crimée. Force est d'admettre qu'elle est équipée pour mener des opérations de grande ampleur, disposant alors en tout de quelque 5 500 tubes d'artillerie de tous types et de 2 600 à 3 000 chars lourds immédiatement disponibles pour les forces d'active, dont près de la moitié de nouvelle génération (d'autres estimations bien supérieures incluant les véhicules blindés d'infanterie²).

1. <https://lerubicon.org/publication/un-desir-de-grande-russie/>.

2. <https://www.globalfirepower.com/armor-tanks-total.php>.

La Russie possède également des systèmes de défense antimissile performants et une force de dissuasion stratégique et conventionnelle de premier plan. Deuxième puissance nucléaire au monde (première en nombre de têtes), elle développe et teste activement des armes de haute précision, ainsi que des missiles hypersoniques et antisatellites¹. D'un mot, en lançant de nouvelles opérations terrestres en Ukraine, l'armée russe avait pour elle la masse et le feu, ainsi que l'avantage que procurent l'initiative de la manœuvre et l'unicité de commandement; elle pouvait escompter bénéficier, au début du moins, de l'effet de paralysie que ne manqueraient de provoquer les divergences de vues entre les pays membres de l'OTAN, nourries par l'ambiguïté qu'elle laisse planer sur ses intentions militaires et ses fins ultimes.

À cet égard, il paraît opportun de s'interroger à nouveau sur les desseins des dirigeants russes². Ces derniers ont opéré depuis 2020 un net serrement de vis au plan intérieur. Ont-ils aussi changé de grande stratégie, tant dans ses fins que dans ses moyens? Doit-on considérer que leurs finalités se cantonnent aux buts avoués concernant l'architecture de sécurité en Europe et le non-élargissement de l'OTAN ou a-t-on changé de paradigme?

Un faisceau d'indices laissait à penser que la crise diplomatique de l'hiver 2021 ne se réduisait pas à des questions stratégiques et sécuritaires. S'y nichaient aussi des enjeux d'identité qui la rendaient plus dangereuse encore. Vladimir Poutine a accédé au pouvoir il y a vingt ans, à l'orée du nouveau millénaire. Fidèle à l'exemple tracé par d'illustres prédécesseurs, nourrirait-il désormais des ambitions plus grandioses au point d'estimer que la

1. SIPRI, «Global nuclear arsenals grow as states continue to modernize – New SIPRI Yearbook out now», 14 juin 2021.

2. Céline Marangé, «Russia», dans Thierry Balzacq, Peter Dombrowski, Simon Reich (dir.), *Comparative Grand Strategy in the Modern Age: A Framework and Cases*, Oxford, Oxford University Press, 2019, p. 50-72.

guerre est un moyen parmi d'autres de les réaliser? Attachés au post-nationalisme, rationalistes et matérialistes par éducation, nombre d'Européens de l'Ouest sont réticents à envisager cette motivation identitaire, s'empêchant ainsi de réfléchir à ses implications. L'histoire enseigne pourtant de ne pas négliger le rôle des passions tristes et des fausses perceptions dans les relations internationales¹.

Quête de statut et de sécurité

Jusqu'à présent, j'avais toujours souscrit à l'idée que les dirigeants russes étaient mus par un fort complexe de déclassement lié au traumatisme de l'effondrement de l'Union soviétique et qu'ils déployaient de ce fait une stratégie fondamentalement défensive se traduisant par des actions offensives. La perte du rang de grande puissance et leur perception hostile de l'environnement de sécurité les incitaient à défendre le statut et la sécurité de leur pays en préservant une zone d'influence et en affaiblissant leur adversaire désigné, «l'Ouest» (*Zapad*), par tous les moyens à disposition, à savoir des démonstrations de force, des interventions militaires dans des zones contestées, des initiatives diplomatiques et des manœuvres hostiles dans le cyberspace et le champ informationnel.

À n'en pas douter, cette quête de reconnaissance, centrale et permanente, continue d'éclairer le positionnement de Moscou sur la scène internationale: elle explique tant sa défiance à l'égard de l'OTAN et des États-Unis que l'intérêt porté au partenariat renforcé avec la Chine; elle explique également sa volonté d'apparaître comme un

1. Pierre Hassner, *La revanche des passions. Métamorphoses de la violence et crises du politique*, Paris, Fayard, 2015; Robert Jervis, *Perception and Misperception in International Politics*, Princeton, Princeton University Press, 1976.

acteur incontournable du jeu international et de se poser en médiateur de paix, capable de traiter avec toutes les parties d'un conflit, que ce soit au Moyen-Orient, en Asie centrale et en Asie de l'Est. Pour maintenir son rang, il fallait aussi pouvoir rester maître du jeu dans l'espace postsoviétique. Les propositions de décembre 2021 s'inscrivent dans ce même schéma, tout en poursuivant des objectifs plus ambitieux.

Que demande au juste la Russie? Tout d'abord, elle exige des garanties écrites concernant la non-entrée de l'Ukraine et de la Géorgie dans l'OTAN et présente le renoncement au «compromis de Bucarest» comme un impératif non négociable. Au sommet de l'OTAN à Bucarest en avril 2008, Washington a proposé – sur l'insistance du président Bush et contre l'avis du renseignement américain¹ – d'offrir un plan d'action pour l'adhésion (MAP) à la Géorgie et l'Ukraine. Anticipant de fâcheuses conséquences, Paris et Berlin ont opposé un veto, conduisant Londres à négocier une solution intermédiaire. Le MAP n'a certes pas été accordé, mais le point 23 de la déclaration finale est pour le moins ambigu: «L'OTAN se félicite des aspirations euro-atlantiques de l'Ukraine et de la Géorgie, qui souhaitent adhérer à l'Alliance. Aujourd'hui, nous avons décidé que ces pays deviendraient membres de l'OTAN. [...] Nous déclarons aujourd'hui que nous soutenons la candidature de ces pays au MAP. [...]»².

Parmi les autres demandes figurent la fin des exercices et des manœuvres de l'OTAN près des frontières russes, notamment en mer Noire, et l'interruption de toute coopération militaire de pays membres de l'OTAN avec l'Ukraine. Ainsi, à l'issue de la réunion du Conseil OTAN-Russie du 12 janvier 2022, le vice-ministre russe des Affaires étrangères Aleksander Grouchko a déclaré

1. Stephen M. Walt, «Liberal Illusions Caused the Ukraine Crisis», *Foreign Policy*, 19 janvier 2022.

2. https://www.nato.int/cps/fr/natolive/official_texts_8443.htm.

tout de go qu'une désescalade du conflit autour du Donbass n'était possible qu'à la condition expresse que l'OTAN interrompe son aide militaire à l'Ukraine, notamment les livraisons d'armes et l'envoi d'instructeurs¹. En apparence, les initiatives diplomatiques présentées par Moscou en décembre 2021 visent donc toujours à imposer un glacis de sécurité et à défendre ce qui est perçu comme des intérêts stratégiques et sécuritaires vitaux.

Ce qu'il y a alors de nouveau, c'est que les dirigeants russes ne se contentent plus des négociations russo-américaines sur la stabilité stratégique et le contrôle des armements, conduites par les vice-ministres des Affaires étrangères Wendy Sherman et Sergueï Ryabkov. D'un côté, ils envisagent clairement, dès ce moment, de mener une guerre préventive contre l'Ukraine pour empêcher qu'elle ne serve plus tard de «tremplin à d'éventuelles opérations militaires contre la Russie²». De l'autre, ils exigent de redéfinir les fondements mêmes de leurs relations avec les pays occidentaux, refusant que l'OTAN constitue plus longtemps le pilier de la sécurité européenne³. Cette révision de l'ordre de sécurité passe, dans leur esprit, par un dialogue direct avec Washington mené sous haute tension militaire, comme au temps de la guerre froide.

S'ils ne boudent pas le plaisir de voir le président français et le chancelier allemand faire le voyage à Moscou pour tenter de trouver un apaisement, leur priorité semble néanmoins ailleurs. Réunis au début du mois de février 2022, à l'occasion de l'inauguration des Jeux olympiques, V. Poutine et Xi Jinping ont publié une longue déclaration

1. «Le ministère russe des Affaires étrangères a énoncé la principale condition d'une désescalade en Ukraine», *Lenta.ru*, 12 janvier 2022, en russe, https://lenta.ru/news/2022/01/12/donbass_mid/.

2. Ivan Timofeev, «Ukraine: Three Scenarios After the Answer from Washington», Russian Council of International Affairs, 31 janvier 2022.

3. Fedor Lukyanov, «Discussion sur le fond», *Russia in Global Politics*, 12 janvier 2022, en russe, <https://globalaffairs.ru/articles/razgovor-po-sushhestvu/>.

commune affirmant que le monde était entré dans une nouvelle ère des relations internationales¹. D'après le conseiller diplomatique de V. Poutine, Iouri Ouchakov, le voyage présidentiel à Pékin devait aussi permettre de mener des consultations au plus haut niveau en vue de s'immuniser contre les sanctions occidentales et de conclure de nouveaux projets énergétiques lucratifs, dont la construction d'un deuxième gazoduc «Force de Sibérie» (le premier ayant été acté après l'annexion de la Crimée)².

Irrédentisme et reconstitution de l'empire ?

L'ancien chef d'état-major de la Marine allemande est loin d'être seul à croire encore, au mois de janvier 2022, que la Russie ne demande qu'à «être respectée³». Nombreux sont aussi les observateurs à considérer que les dirigeants russes cherchent uniquement à établir un cordon de sécurité pour conjurer leur peur obsidionale. Une autre hypothèse qui n'invalide pas les deux précédentes consiste à penser qu'à ces enjeux de rang et de sécurité vient désormais s'ajouter – et non se substituer – une forte dimension identitaire. V. Poutine pourrait en plus poursuivre un grand dessein : celui d'étendre les frontières du pays en rassemblant, par différents moyens directs et indirects, des «terres russes» considérées comme ancestrales. Deux types d'arguments viennent étayer cette thèse : les actions entreprises par l'armée russe dans l'espace postsoviétique et, plus récemment, les prises de position du président russe relatives à l'histoire.

1. <http://en.kremlin.ru/supplement/5770>.

2. Alexander Gabuev, «Déchiquetage amical», *Vedomosti*, 4 février 2022, en russe.

3. «Le chef de la Marine allemande démissionne après des propos controversés sur l'Ukraine», *Le Figaro*, 22 janvier 2022.

cognitive¹» qui, elles, s'inscrivent dans le temps long. De ce point de vue, la prochaine guerre majeure a déjà commencé.

Jean-Baptiste Jeangène Vilmer est directeur de l'Institut de recherche stratégique de l'École militaire (IRSEM) et membre du comité de direction du *Rubicon*. Ses recherches portent sur les relations internationales et les nouvelles formes de conflictualité. Il a notamment publié sur les théories des relations internationales, la sécurité collective, l'interventionnisme militaire, la guerre à distance (éliminations ciblées, drones armés, systèmes d'armes létaux autonomes), ou encore la « guerre hybride ». Contact : jean-baptiste.jeangene-vilmer@irsem.fr/Twitter @jeangene_vilmer.

1. David Pappalardo, «La guerre cognitive : agir sur le cerveau de l'adversaire», *Le Rubicon*, 9 décembre 2021.

ÉDITIONS **DES** ÉQUATEURS

www.editionsdesequateurs.fr

